

LE PETIT PROVENÇAL

Journal Quotidien d'Union Nationale

N° 14.173 - QUARANTIÈME ANNÉE - VENDREDI 26 NOVEMBRE 1915

LE NUMÉRO 5 CENTIMES

75, Rue de la Darse, 75 - Marseille

ABONNEMENTS

Marseille, Bouches-du-Rhône, Var, Vaucluse, Gard
et Basses-Alpes..... 5 fr. 9 fr. 17 fr.
Autres départements et l'Algérie..... 6 fr. 11 fr. 20 fr.
Étranger (Union postale)..... 9 fr. 17 fr. 30 fr.
Les Abonnements partent des 1^{er} et 16 de chaque mois
Ils sont reçus à l'administration du Journal et dans tous les Bureaux de Poste

ANNONCES

Années Anglaises, la ligne : 1 fr. - Réclames : 4 fr. - Balis divers : 2 fr.
Après Chronique Locale, la ligne : 5 fr. - Chronique Locaux : 40 fr.
Les insertions sont exclusivement reçues
A Marseille : chez M. G. Allard, 31, rue Pavillon, et dans nos bureaux
A Paris : à l'Agence Havas, 8, place de la Bourse, pour la publicité extra-régionale

La Grèce et les Alliés

Les puissances de la Quadruple-Entente ont fait remettre un note au gouvernement hellénique et l'on nous annonce aujourd'hui que le gouvernement hellénique a rédigé une réponse où sont exposées les satisfactions qu'il juge possible de donner aux demandes formulées par les Alliés. Comme le texte de ces deux notes n'est pas encore publié (il ne l'est pas du moins à l'heure où nous écrivons ces lignes), nous ne pouvons émettre au sujet de ces importants pourparlers diplomatiques que des appréciations sous réserves. Ce qui semble toutefois se dégager assez nettement des premières impressions et des premières indications recueillies, c'est qu'une certaine détente commencent à se manifester dans les rapports entre les puissances de la Quadruple-Entente et la Grèce.

Si nous en croyons une dépêche d'Athènes, le gouvernement hellénique accepterait à les demandes des puissances au sujet du non désarmement des troupes alliées et de leur liberté d'action en territoire grec, ainsi que les mesures assurant leur sécurité et les facilités de communications par télégraphe et par chemin de fer.

Pour le surplus, la conversation continuerait à Athènes. Mais elle continuerait sans aigreur. Le gouvernement hellénique, en effet, se déclarerait « convaincu des dispositions amicales de la Quadruple-Entente ».

La situation de la Quadruple-Entente à l'égard du gouvernement hellénique est très simple.

Les Alliés ont tout d'abord fait l'honneur à la Grèce de croire qu'elle ne se déroberait pas aux devoirs de solidarité militaire qui l'obligeaient envers la malheureuse Serbie. Et dans cette éventualité, ils ont envoyé des troupes à Salonique pour collaborer avec les troupes grecques à l'accomplissement de cette mission sacrée. Le nouveau ministre Skouloudis ayant décidé, sur l'ordre du roi, de ne pas sortir de la neutralité, les Alliés ont maintenu quand même, pour ce qui les concernait, leur résolution de ne pas abandonner les Serbes. Les envois de troupes franco-anglaises à Salonique ont donc continué, le port de Salonique devant être pour nous une base en vue de l'expédition dans les Balkans et peut-être aussi en vue de la réalisation d'autres projets militaires qui pourraient nous conduire par d'autres voies à couper ou, en tout cas, menacer la route de Constantinople aux forces germano-autrichiennes et bulgares.

Mais il est évident que le péril serait grand pour nous si la sécurité absolue de cette base du côté de la Grèce ne nous était pas garantie. Or, les propos tenus par certaines personnalités hellènes, et notamment par le ministre des Finances, propos auxquels le langage tendancieux de la presse boche faisait insolitement écho, pouvaient, sur ce point, justifier toutes les craintes. L'intention était prouvée à la Grèce de désarmer les troupes alliées et même les troupes alliées dans le cas où ces troupes se seraient trouvées victorieuses en territoire grec, à la suite d'une offensive victorieuse de l'ennemi. Cette intention, si elle avait été réelle, aurait, en fait, rangé la Grèce du côté de nos ennemis. Il fallait donc, à tout prix, obtenir du gouvernement hellénique des précisions sur son attitude.

C'est cette demande d'explications précises qui a dû faire l'objet de la note rédigée au nom des puissances de la Quadruple-Entente. Si, en réponse à cette note, le gouvernement hellénique s'engageait formellement à renoncer à toute tentative de désarmement et si, par surcroît, il garantissait aux troupes alliées toute la liberté d'action nécessaire, la situation se trouverait heureusement éclaircie. La dépêche d'Athènes, résumant le sens de la réponse du gouvernement hellénique, ne parle pas cependant de la démobilisation des troupes grecques massées à proximité de Salonique. Et il reste là encore un point particulièrement important de la question à élucider. Mais, nous le répetons : la conversation n'est pas close. La suite des pourparlers pourra donc ajouter aux précisions d'aujourd'hui de nouvelles précisions qui achèveront de nous rassurer.

Nous le souhaitons ardemment avec tous ceux qui, désespérant de voir la Grèce se hausser jusqu'à la grandeur des devoirs d'héroïsme auxquels le destin l'appelait, voudraient du moins qu'elle n'achève pas de salir la gloire d'un passé illustre en se faisant la basse complice des puissances de crime et de barbarie.

CAMILLE FERDY.

La production agricole de 1914

Dans une statistique générale qui communique les services du ministère de l'Agriculture, nous relevons pour la récolte de 1914 les chiffres suivants donnant la production en quintaux :
Parmi les céréales : Froment : 76.536.065.
Seigle, 11.147.140. Avoine, 46.303.340. Orge, 9.758.150.
Parmi les légumineuses : Haricots secs, 1.018.900. Petits pois en cosse, 1.095.330. Lentilles, 62.418.

Pour les pommes de terre : 119.927.130 qx.
Pour les betteraves à sucre : 37.510.660. Les betteraves de distillerie, 23.094.800. Le tabac, 241.750.

Pour les pommes à cidre : 24.254.140 qx.
La vigne a donné 59.981.490 hectolitres de vins.
A cet égard, l'administration des contributions indirectes vient de faire connaître les quantités de vins déclarées pour la récolte 1915. Dans les quatre départements gros producteurs du Midi, l'Aude, le Gard, l'Hérault et les Pyrénées-Orientales, le total se monte à 9.556.840 hectolitres contre 29.355.174 hectolitres en 1914.

Les mêmes statistiques du ministère de l'Agriculture donnent comme nombre de têtes en 1915, dans les espèces chevaline et asine 2.693.613 ; dans l'espèce bovine 12 millions 668.243, pour l'espèce ovine, 14.038.361. Enfin 5.936.391 porcs et 1.308.155 chèvres.

L'EMPRUNT DE LA VICTOIRE Appel du général Joffre à l'armée

Paris, 25 Novembre.
Le général commandant en chef vient d'adresser aux troupes placées sous ses ordres l'ordre du jour général suivant, au sujet de l'emprunt national dont l'émission commence aujourd'hui :

Le 25 novembre, la France émet un grand emprunt pour subvenir aux dépenses de la Défense nationale.

Tous les appels qu'elle a adressés depuis le début de la guerre ont été entendus. C'est que chacun connaît la richesse de la France, c'est que tous ont confiance dans ses destinées et dans l'issue favorable de la lutte.

Tous ceux qui souscriront, rempliront leur devoir de bon Français. Ils y trouveront aussi leur avantage.

Quiconque versera 87 fr. 25, recevra un titre de 5 fr. de rente ; c'est donc un placement effectif à 5 fr. 73 %, et en rente française.

Vous avez sans doute entendu vos parents rappeler les heures terribles de 1870. Après cette guerre, il y eut l'emprunt de la libération du territoire. Cette fois, grâce à vos efforts, ce sera, comme la dit le ministre des Finances, l'emprunt de la Victoire.

Soyez à toutes ces choses, écrivez-les à tous les parents et amis que vous avez laissés derrière vous au pays natal. Dites-leur que, souscrire à l'emprunt, c'est servir la France, c'est combattre pour elle avec vous, c'est apporter l'aide la plus efficace que l'on puisse vous fournir à l'heure actuelle, et en même temps assurer votre avenir, et avec votre avenir celui de vos enfants.

J. JOFFRE.

Un duel d'artillerie à l'Est de Soissons

Notre artillerie inflige un sérieux échec à l'artillerie allemande

Front de l'Aisne, 25 Novembre.
Le duel d'artillerie signalé au nord de l'Aisne par les derniers communiqués, le plus violent que l'on ait eu à enregistrer dans cette région depuis de longs mois, s'est terminé par un succès incontestable de notre artillerie, dont la supériorité manifeste s'est, une fois de plus, affirmée.

C'est vendredi dernier que l'artillerie boche donna le signal de la lutte. Pendant deux heures, de 5 heures à 7 heures du soir, elle ouvrit un feu intense contre nos positions à l'Est de Soissons, s'efforçant visiblement de bouleverser nos retranchements en vue d'une attaque dont la préparation avait déjà été signalée par nos reconnaissances d'aviateurs.

Mais nos batteries veillaient, elles ripostèrent avec une telle précision, qu'hélas ! les pièces ennemies étaient réduites au silence.

Après une accalmie de quelques heures, le bombardement reprit samedi au petit jour. Cette fois, les Allemands employèrent leurs pièces de plus gros calibre, n'interrompant leur tir que pour recommencer aussitôt avec une nouvelle vigueur.

Notre artillerie ne tarda pas à reprendre sa partie de concert, et ce fut toute la journée

48^e JOUR DE GUERRE

Communiqué officiel

Paris, 25 Novembre.

Le gouvernement fait, à 15 heures, le communiqué officiel suivant :

En Artois et en Lorraine, combats à la grenade, au cours de la nuit, sur quelques parties du front.

Notre artillerie a exécuté des tirs efficaces sur des emplacements de mitrailleuses dans la région de Frise, vallée de la Somme et dans la région, sur la station de Beauvraignes et sur Laucourt.

Canonnade habituelle sur le reste du front.



Scutari d'Albanie où s'est retiré le gouvernement serbe

de samedi un vacarme effroyable, qui s'accompagnait de vibrations du sol telles qu'on eût dit à distance des secousses sismiques. La terre tremblait à plus de 30 kilomètres.

Notre tir de riposte sur les batteries ennemies fut particulièrement efficace. Dans la soirée de samedi, à la tombée de la nuit, après une dernière rafale d'obus de 380, l'artillerie boche cessait son feu, définitivement vaincue cette fois.

Des renseignements autorisés, parvenus ici, annoncent que plusieurs pièces de gros calibre ont été sérieusement endommagées. Un obusier de 380 aurait été complètement détruit et tous les servants mis hors de combat.

En outre, nos tirs de représailles contre les canonnements ennemis ont donné d'excellents résultats. Plusieurs rassemblements ont été dispersés, une colonne en marche prise sous le feu d'une de nos batteries a été fortement éprouvée et a subi de graves pertes. Enfin, trois incendies ont été allumés en arrière des lignes ennemies et un dépôt de munitions a fait explosion.

Deux prisonniers capturés avant-hier au cours d'une rencontre entre deux patrouilles ont confirmé l'efficacité meurtrière de notre artillerie. Ils ont rapporté entre autres détails qu'une tranchée de première ligne a été complètement bouleversée, et que les 25 hommes qui l'occupaient ont été ensevelis sans qu'il soit possible de retrouver leur trace.

En résumé, l'artillerie française, provoquée par l'artillerie allemande, lui a infligé, un sérieux échec, qui ne peut que fortifier notre inébranlable confiance dans l'avenir.

Les Allemands préparent une attaque sur la ligne de l'Yser

La Panne, 25 Novembre.
On télégraphie au *Belgische Standaard* que, depuis trois jours, l'artillerie ennemie fait preuve d'une très grande activité.

De leur côté aussi, les aviateurs allemands, qu'on n'avait plus vus depuis plusieurs semaines, survolent constamment la ligne de l'Yser, ainsi que le front de Dixmude jusqu'à Ypres.

On signale également des déplacements de troupes allemandes et on estime que

l'ennemi prépare une action contre le front belge.

D'ici quelques jours on aura des renseignements exacts à ce sujet.

Sur le front d'Ypres, les Allemands montent la même activité, mais on croit que cette activité cache des déplacements de troupes.

D'autre part, on rapporte que les soldats allemands manifestent leur mécontentement de devoir rester dans les tranchées de l'Yser et que des révoltes ont lieu en arrière des lignes.

Toutefois, dit le *Belgische Standaard*, il est possible que les Allemands fassent un coup d'essai.

IL Y A UN AN Jeudi 26 Novembre

Les Boches profitent d'une visite à Reims des journalistes des pays neutres pour bombarder violemment la ville. Sur le reste du front, toutes les offensives allemandes sont repoussées.

En Prusse et en Pologne se livrent des combats acharnés ; les Allemands reculent vers Strykoff, laissant aux Russes des milliers de prisonniers.

Les Autrichiens sont culbutés sur la Rava, près de Cracovie ; en Bukovine, ils évacuent Czernowitz.

Une terrible famine sévit en Bohême. Au nord-ouest de la Serbie, une bataille est engagée entre les Serbes et les Autrichiens.

Dans le Caucase, les troupes russo-turques sont aux prises dans la vallée d'Alaschkeri. Dans le Bosphore, un bateau turc mouilleur de mines est coulé.

Viste du quartier général de l'armée française par le Président de la République, les ministres et les présidents de la Chambre et du Sénat ; le généralissime Joffre reçoit la Médaille militaire.

Le cuirassier anglais Bullwark, qui se trouvait en route de Sheerness, saute à la suite d'une explosion.

LA GUERRE La Grèce a accepté les Propositions des Alliés

Les Serbes repoussent les Bulgares et reprennent l'offensive

Paris, 25 Novembre.
Les ministres se sont réunis ce matin à l'Élysée, sous la présidence de M. Poincaré. Ils se sont entretenus de la situation diplomatique et militaire.
Le Conseil a décidé de conférer au général Alexieff, chef d'état-major général de l'armée russe, le croix de grand-officier de la Légion d'honneur.
Le général Paul a été chargé d'aller remettre cette distinction au général Alexieff.

LA SITUATION LA GUERRE EN ORIENT L'attitude de la Grèce

De notre correspondant particulier - Paris, 25 Novembre.
La bataille continue, furieuse, sur l'isonzo. Les Autrichiens contre-attaquent et opposent une résistance désespérée à l'abri de leurs lignes préparées de longue date (ce qui, entre parenthèses révèle des dispositions singulières de la part de ces anciens alliés de l'Italie).

La lutte qui se poursuit depuis des mois dans cette contrée prouve, une fois de plus, les difficultés de la guerre de siège pour l'assailant. Les circonstances permettent à l'Italie d'attaquer sur d'autres points, tout en restant sur leur front actuel les forces ennemies que le général Cadorna tient si solidement accrochées. Soit par l'Albanie, soit par le Monténégro, son action serait moins pénible et plus décisive.

Il est, d'ailleurs, permis de regretter que les puissances de l'Entente n'aient pas eu recours à cette tactique de diversion, quand elles ont eu éprouvé la solidité des lignes ennemies en France, et que, d'autre part, elles ont eu la certitude que les nôtres étaient invulnérables.

Si, à ce moment, elles avaient envoyé trois cent mille hommes à Salonique, la Grèce, la Serbie, la Roumanie et peut-être la Bulgarie elle-même, auraient marché avec nous. C'était l'Autriche envahie, l'Allemagne menacée par sa frontière ouverte du Sud.

Cette idée fut exprimée, soutenue, par des hommes clairvoyants ; malheureusement, comme je le disais ces jours-ci, c'est toujours l'ennemi qui nous a imposé sa volonté.

Nous ne nous sommes donc pas remués et nous sommes restés à Salonique, dominés dans la guerre de mouvement avec ce qu'on a appelé la course à la mer, dominés depuis dans la guerre de position, puisque nous l'avons toujours fait reculer, mais nous n'avons pas eu les initiatives hardies que drouvent un adversaire et permettent de le frapper au point sensible. Est-ce que l'audace nous a fait défaut, puisque aussi bien notre commandement allemand ? Je ne le pense pas. Seulement, en dépit de la solidarité qui unit les Alliés, il leur a manqué l'organe de direction unique qui peut embrasser la situation dans son ensemble, coordonner les efforts, adopter un objectif en dehors et au-dessus des objectifs particuliers.

Que l'on repère au plus tôt cette erreur, en combattant la lacune dont nous avons trop souffert.

En attendant, on en répare une autre, non moins grave, et on le fait sans bruit. Il faut allusion à notre préparation industrielle. Certes, les résultats acquis à cet égard étaient éminemment louables. Je peux affirmer qu'ils vont être dépassés dans des proportions telles que, quoi qu'il arrive, et quoi que fassent les Boches, nous aurons, sur eux, une supériorité toujours croissante.

Je ne puis citer à cet égard aucun chiffre, ni donner aucune indication, et on comprendra que je ne dise pas que cette certitude absolue, je la rapporte d'un entretien avec M. Clavelle, l'homme admirable que M. Albert Thomas a eu le grand mérite d'appeler à la direction générale des fabrications. On ne peut pas s'imaginer la confiance que donne à nos soldats cette impression que nous avons beaucoup plus de munitions que l'ennemi. Ce dernier économise les siennes, tandis que nous augmentons sans cesse notre production. Visiblement, on doit souffrir en Allemagne du manque de certaines matières.

On y souffrira encore plus dans quelques mois du manque d'hommes, et ce qui le prouve, ce sont les prélèvements opérés sur le front oriental pour constituer l'armée des Balkans. Celle-ci a dû recevoir environ cent mille hommes pour combler les vides faits par les Serbes. Quelle que soit la puissance d'un peuple, et celle de l'Allemagne était formidable, il ne résiste pas indéfiniment à d'aussi abondantes saignées.

C'est ce qui explique peut-être les insuccès des armées allemandes en Russie. Il n'y a qu'en Serbie où elles continuent à avancer. Je répète qu'il en sera ainsi jusqu'au jour où Mackensen se heurtera au général Sarait.

Espérons que ce jour-là, nous ne serons pas seuls avec les Anglais des quatre peuples de l'Entente pour barrer la route aux Bulgares.

Les Turcs qui avaient préparé une force de quarante mille hommes pour soutenir les Bulgares, ont dû l'envoyer en Syrie, contre un de leurs généraux, Djemal pacha, qui s'est révolté contre le gouvernement de Constantinople à la tête de nombreux soldats.

Bien que l'événement soit secondaire, il est à retenir, comme la preuve de ce que j'avais dit en disant que la Turquie ne pourrait pas fournir au Kaiser les soldats qui lui manquent, parce que les populations de l'Asie Mineure n'étaient pas sûres.

L'événement n'a pas tardé à confirmer ma parole.

MARITUS RICHARD

La fabrication des munitions

Londres, 25 Novembre.
Le Times annonce que l'on étudie à Paris un projet que l'on se propose de mettre bientôt en application. Ce projet consiste à don-

ner au peuple anglais et au peuple français les moyens d'apprécier nettement la part que chacun prend à la guerre.
De grands meetings sur les causes de la guerre et sur le but des Alliés de l'Occident seront organisés. Des professeurs français et des travailleurs anglais y prendront la parole. On prépare également la visite d'hommes d'Etat français aux fabriques de munitions anglaises, dans le but d'expliquer aux ouvriers anglais l'activité française.

LA GUERRE EN ORIENT L'attitude de la Grèce

La Grèce nous donne satisfaction

Athènes, 25 Novembre.
Le gouvernement hellénique a remis hier après-midi, à 5 heures, sa réponse à la note des puissances.

Cette réponse, conçue en termes très amicaux, donne satisfaction aux demandes de l'Entente et accorde toutes les garanties considérées comme nécessaires.

Athènes, 25 Novembre.
Le gouvernement a répondu à la note de l'Entente par écrit.

On croit savoir que cette réponse accepte les demandes des puissances au sujet du non désarmement des troupes alliées et de leur liberté d'action en territoire grec, ainsi que les mesures assurant leur sécurité et les facilités de communications par télégraphe et par chemins de fer.

Le gouvernement fait des réserves en ce qui concerne certains détails, qu'il veut examiner à nouveau.

La déclaration des puissances, d'après laquelle les portions du territoire grec occupées par les Alliés seront ultérieurement restituées, et que toutes les indemnités justifiées seront payées, a fait une impression favorable sur le gouvernement hellénique, qui est convaincu des dispositions amicales de la Quadruple-Entente.

Les demandes des Alliés

Athènes, 24 Novembre.
(Reçu le 25)

Le gouvernement hellénique n'a pas encore fait connaître le contenu de la note remise hier par les quatre puissances de l'Entente.

On sait, cependant, de façon certaine, que les puissances de l'Entente n'ont pas demandé à la Grèce de se départir de la politique de neutralité qui, suivant l'opinion du gouvernement actuel, sert le mieux les intérêts helléniques.

D'après les journaux, l'objet de la note est de dissiper tout malentendu en provoquant du gouvernement grec une confirmation officielle des déclarations qui ont été faites à plusieurs reprises au sujet du caractère bienveillant de la neutralité grecque et des facilités assurées aux troupes alliées.

La note serait conçue en termes très courts et très modérés.

Les journaux disent savoir que le gouvernement fera, à la note des puissances, une réponse satisfaisante qui éclairera la situation et permettra aux puissances de l'Entente de manifester à nouveau les dispositions bienveillantes dont elles demeurent amies envers la Grèce.

Après la remise de la note, les ministres grecs ont tenu un long Conseil sous la présidence de M. Skouloudis. Un projet de réponse a été établi et sera soumis aujourd'hui à l'approbation du roi.

Les cercles politiques sont optimistes et pensent que les questions de principe qui ont provoqué la démarche des puissances de l'Entente, seront rapidement réglées, peut-être demain ou après-demain.

L'Attaque contre la Serbie

Les Allemands annoncent la prise de Pritchina et de Mitrovitza

Amsterdam, 25 Novembre.
Les journaux allemands annoncent que Pritchina et Mitrovitza sont tombées entre les mains des envahisseurs de la Serbie.

Les Bulgares sont refoulés les Serbes reprennent l'offensive

Athènes, 25 Novembre.
A la suite d'un combat important, les Bulgares ont été repoussés du défilé de Katchanik, avec des pertes sérieuses.

Après une résistance acharnée, les Serbes se sont repliés légèrement au nord de Monastir, devant la supériorité numérique de l'ennemi. Celui-ci essaya de repousser les Serbes vers Monastir en occupant la ligne Leskovatz-Prilep, mais les Serbes continuent à occuper les positions de Priepe, Kroujevo et Broot, dominant les positions bulgares.

On dément la prise de Krivolak par les Bulgares. Au contraire, les Français ont repoussé toute attaque contre cette position.
En résumé, les Cercles militaires



Fac-similé du certificat artistique qui est délivré à chacun des souscripteurs de l'Emprunt national. Cette vignette est l'œuvre du dessinateur Bernard Naudin.

compétents pensent que l'armée serbe résiste et continuera à résister efficacement.

Les Serbes ont même repris l'offensive dans la région de Katchanik.

Le succès dépend de l'offensive des Alliés. Londres, 25 Novembre. La source serbe autorisée, on annonce que la situation n'est pas aussi noire que certains de l'ennemi ont fait entendre.

Le fait capital est que l'armée serbe demeure intacte, et animée d'une détermination et d'un moral excellents.

Si une offensive alliée se produisait au Sud, à bref délai, cette armée n'aurait pas à abandonner la Macédoine, et ne devrait se retirer ni en Albanie, ni en Macédoine.

Le Serbie continuera la lutte. Néanmoins, cela dépend beaucoup de l'offensive des Alliés et des coups que cette offensive portera aux Allemands, ainsi qu'à la possibilité pour les Alliés d'assurer la coopération des différents armées.

Les secours du Comité franco-serbe. Athènes, 25 Novembre. Le Comité franco-serbe qui a été formé par décret à Paris pour secourir les blessés et les malades serbes vient d'envoyer à la légation de Serbie à Athènes une somme de 50.000 fr. et une autre somme de 10.000 fr. au consulat de Serbie à Salonique pour être distribués aux réfugiés serbes qui arrivent de plus en plus nombreux et sont dans une profonde détresse.

La mission de M. Denys Cochin. Athènes, 25 Novembre. La Ligue franco-hellénique a offert hier son dîner à l'hôtel de Ville, et un banquet qui sera offert par les universitaires grecs, qui ont fait leurs études en France.

Un dîner en l'honneur du ministre français. Athènes, 25 Novembre. La Ligue franco-hellénique a offert hier son dîner à l'hôtel de Ville, et un banquet qui sera offert par les universitaires grecs, qui ont fait leurs études en France.

Une solennité à l'hôtel de Ville d'Athènes. Athènes, 25 Novembre. M. Denys Cochin a assisté hier à un dîner de la Ligue franco-hellénique.

Le gouvernement dit que l'armée est prête. Personne autre que lui n'ayant les éléments d'ensemble de la question et les responsabilités, il n'y a donc pas moyen ni lieu de discuter sur ce qui maintient sa neutralité.

On a constaté que les critiques formulées à ce sujet n'étaient pas fondées. Les difficultés d'obtenir des fournitures de guerre pour un pays qui maintient sa neutralité sont, en effet, fort grandes chez les Alliés, qui ont eux-mêmes à pourvoir à de nombreux besoins immédiats.

On a constaté que les critiques formulées à ce sujet n'étaient pas fondées. Les difficultés d'obtenir des fournitures de guerre pour un pays qui maintient sa neutralité sont, en effet, fort grandes chez les Alliés, qui ont eux-mêmes à pourvoir à de nombreux besoins immédiats.

On a constaté que les critiques formulées à ce sujet n'étaient pas fondées. Les difficultés d'obtenir des fournitures de guerre pour un pays qui maintient sa neutralité sont, en effet, fort grandes chez les Alliés, qui ont eux-mêmes à pourvoir à de nombreux besoins immédiats.

On a constaté que les critiques formulées à ce sujet n'étaient pas fondées. Les difficultés d'obtenir des fournitures de guerre pour un pays qui maintient sa neutralité sont, en effet, fort grandes chez les Alliés, qui ont eux-mêmes à pourvoir à de nombreux besoins immédiats.

On a constaté que les critiques formulées à ce sujet n'étaient pas fondées. Les difficultés d'obtenir des fournitures de guerre pour un pays qui maintient sa neutralité sont, en effet, fort grandes chez les Alliés, qui ont eux-mêmes à pourvoir à de nombreux besoins immédiats.

On a constaté que les critiques formulées à ce sujet n'étaient pas fondées. Les difficultés d'obtenir des fournitures de guerre pour un pays qui maintient sa neutralité sont, en effet, fort grandes chez les Alliés, qui ont eux-mêmes à pourvoir à de nombreux besoins immédiats.

On a constaté que les critiques formulées à ce sujet n'étaient pas fondées. Les difficultés d'obtenir des fournitures de guerre pour un pays qui maintient sa neutralité sont, en effet, fort grandes chez les Alliés, qui ont eux-mêmes à pourvoir à de nombreux besoins immédiats.

On a constaté que les critiques formulées à ce sujet n'étaient pas fondées. Les difficultés d'obtenir des fournitures de guerre pour un pays qui maintient sa neutralité sont, en effet, fort grandes chez les Alliés, qui ont eux-mêmes à pourvoir à de nombreux besoins immédiats.

On a constaté que les critiques formulées à ce sujet n'étaient pas fondées. Les difficultés d'obtenir des fournitures de guerre pour un pays qui maintient sa neutralité sont, en effet, fort grandes chez les Alliés, qui ont eux-mêmes à pourvoir à de nombreux besoins immédiats.

On a constaté que les critiques formulées à ce sujet n'étaient pas fondées. Les difficultés d'obtenir des fournitures de guerre pour un pays qui maintient sa neutralité sont, en effet, fort grandes chez les Alliés, qui ont eux-mêmes à pourvoir à de nombreux besoins immédiats.

On a constaté que les critiques formulées à ce sujet n'étaient pas fondées. Les difficultés d'obtenir des fournitures de guerre pour un pays qui maintient sa neutralité sont, en effet, fort grandes chez les Alliés, qui ont eux-mêmes à pourvoir à de nombreux besoins immédiats.

On a constaté que les critiques formulées à ce sujet n'étaient pas fondées. Les difficultés d'obtenir des fournitures de guerre pour un pays qui maintient sa neutralité sont, en effet, fort grandes chez les Alliés, qui ont eux-mêmes à pourvoir à de nombreux besoins immédiats.

On a constaté que les critiques formulées à ce sujet n'étaient pas fondées. Les difficultés d'obtenir des fournitures de guerre pour un pays qui maintient sa neutralité sont, en effet, fort grandes chez les Alliés, qui ont eux-mêmes à pourvoir à de nombreux besoins immédiats.

On a constaté que les critiques formulées à ce sujet n'étaient pas fondées. Les difficultés d'obtenir des fournitures de guerre pour un pays qui maintient sa neutralité sont, en effet, fort grandes chez les Alliés, qui ont eux-mêmes à pourvoir à de nombreux besoins immédiats.

On a constaté que les critiques formulées à ce sujet n'étaient pas fondées. Les difficultés d'obtenir des fournitures de guerre pour un pays qui maintient sa neutralité sont, en effet, fort grandes chez les Alliés, qui ont eux-mêmes à pourvoir à de nombreux besoins immédiats.

On a constaté que les critiques formulées à ce sujet n'étaient pas fondées. Les difficultés d'obtenir des fournitures de guerre pour un pays qui maintient sa neutralité sont, en effet, fort grandes chez les Alliés, qui ont eux-mêmes à pourvoir à de nombreux besoins immédiats.

On a constaté que les critiques formulées à ce sujet n'étaient pas fondées. Les difficultés d'obtenir des fournitures de guerre pour un pays qui maintient sa neutralité sont, en effet, fort grandes chez les Alliés, qui ont eux-mêmes à pourvoir à de nombreux besoins immédiats.

On a constaté que les critiques formulées à ce sujet n'étaient pas fondées. Les difficultés d'obtenir des fournitures de guerre pour un pays qui maintient sa neutralité sont, en effet, fort grandes chez les Alliés, qui ont eux-mêmes à pourvoir à de nombreux besoins immédiats.

On a constaté que les critiques formulées à ce sujet n'étaient pas fondées. Les difficultés d'obtenir des fournitures de guerre pour un pays qui maintient sa neutralité sont, en effet, fort grandes chez les Alliés, qui ont eux-mêmes à pourvoir à de nombreux besoins immédiats.

On a constaté que les critiques formulées à ce sujet n'étaient pas fondées. Les difficultés d'obtenir des fournitures de guerre pour un pays qui maintient sa neutralité sont, en effet, fort grandes chez les Alliés, qui ont eux-mêmes à pourvoir à de nombreux besoins immédiats.

On a constaté que les critiques formulées à ce sujet n'étaient pas fondées. Les difficultés d'obtenir des fournitures de guerre pour un pays qui maintient sa neutralité sont, en effet, fort grandes chez les Alliés, qui ont eux-mêmes à pourvoir à de nombreux besoins immédiats.

On a constaté que les critiques formulées à ce sujet n'étaient pas fondées. Les difficultés d'obtenir des fournitures de guerre pour un pays qui maintient sa neutralité sont, en effet, fort grandes chez les Alliés, qui ont eux-mêmes à pourvoir à de nombreux besoins immédiats.

Le délégué, entre Mehin et Roulers. L'aviateur allemand était gravement blessé. L'aviateur anglais était mort et l'autre blessé.

De Maestricht, on annonce qu'un canon allemand venant de Liège a été entendu hier à Gemmenich. On suppose que les avions alliés, survolant Liège, ont été accueillis à coups de canon.

Le communiqué officiel russe. Pétersbourg, 25 Novembre. L'état-major du généralissime fait le communiqué officiel suivant :

Sur le front Riga, dans la région ouest du lac Vencner, les Allemands ont dû de nouveau se replier sur Andria.

Devant l'extrême sud de l'île Dahlen, les Allemands ont attaqué hier matin et occupé la ferme Borsumde. Nos troupes, soutenues par les réserves, se sont élancées en contre-attaque et ont récupéré Borsumde.

Le même jour, nos troupes hitlériennes, de récente formation, ont attaqué impétueusement l'ennemi et donné de nouvelles preuves de leur vaillance.

Sur la rive gauche de la Dvina, au nord d'Ilkova, nous avons occupé, après un combat, la ferme de Vancoulo.

Au-dessus de Dwinsk, duel d'artillerie. Nous avons repoussé par notre feu une contre-attaque allemande sur les tranchées nord du lac de Swenka que nous leur avions enlevées peu de temps avant.

Entre les autres secteurs du front du golfe de Riga jusqu'à Pripiet, situation calme.

Sur la rive gauche du Styr, dans la région du village Novo-Podcherevitch, escarmouches acharnées.

Le combat près du village de Kozlinitchi sur le reste du front Sud et sur le front de Galicia, aucun changement.

La Russie est maintenant largement approvisionnée. Paris, 25 Novembre. Envoyé spécial du Petit Parisien télégraphie de Pékov :

J'ai été reçu par le général Rousski, qui m'a déclaré : « Maintenant Pétersbourg n'a rien de ce qui est nécessaire. »

Les Allemands sont inquiets sur leur situation dans le Nord. Pétersbourg, 25 Novembre. L'Invalide Russe, organe du ministère de la Guerre, rapporte que les Allemands sont sérieusement inquiets sur le sort de Milau et du sujet de leur situation dans la région de Riga, et sur tout le front Nord.

Partout ici, ajoute le même journal, l'ennemi a renoncé à toute activité et à toute initiative.

Il fait de grands efforts pour développer ses moyens défensifs. Il a construit quatre rangées de tranchées enveloppées de plusieurs dizaines de kilomètres de fils de fer, et garnies d'une énorme quantité de mitrailleuses.

Quant à Milau, les Allemands ont presque évacué la ville, n'y gardant que les établissements les plus indispensables.

Les Sous-Marins anglais dans la Baltique. Copenhague, 25 Novembre. On a signalé une flottille de sous-marins anglais dans le Categat, sous-marins qui ont été aperçus dans la Baltique à la faveur du brouillard.

Il semble que certains aient réussi à passer et que l'on doive à l'un d'eux le torpillage d'un petit croiseur allemand.

Cent vingt hommes environ de l'équipage ont péri.

Les Etats-Unis et la Guerre. Les menées austro-allemandes. Le procès de la « Hamburg-Amerika ». New-York, 25 Novembre. On possède aujourd'hui des indications abondantes de l'intention des Etats-Unis d'utiliser le procès des directeurs de la ligne Hamburg-Amerika pour montrer, au son vrai jour, le caractère criminel de la vaste propagande mise en scène dans ce pays par ses agents diplomatiques, de l'empereur allemand.

Je pense ne pas dévoiler un secret, en disant que si le gouvernement prouve, ainsi qu'il croit pouvoir le faire, la culpabilité des inculpés, son Conseil demandera à la Cour de prononcer de lourdes peines d'emprisonnement. Ce n'est point un secret que le département d'Etat a donné sa sanction à l'action du procureur, désignant publiquement le capitaine Boyed, l'attaché naval allemand, comme trésorier d'un considérable fonds secret établi en vue de favoriser des conspirations allemandes.

La situation économique s'aggrave en Allemagne. Le peuple proteste contre la cherté de la vie. — Il menace de se révolter. On a chanté la « Marseillaise » à Leipzig. Paris, 25 Novembre. La société Social Démocratique de Leipzig avait organisé une réunion au Théâtre Central. La réunion était annoncée pour deux heures et demie. A une heure, la salle, surchargée de spectateurs, se porta vers l'archivolte. De partout, la foule et surtout les femmes, affluèrent pour y assister et ne trouvaient plus de places. La police fit évacuer les abords du théâtre, retirant une partie du public par la Rosestrasse, une autre partie par le Promenadenring.

Stettin, le soir de la marche Socialiste se fit entendre et la foule se porta vers l'Hôtel de Ville. La Marseillaise alterna avec l'Hymne Socialiste, accompagnée des cris de : Vive la Paix ! poussés par les manifestants qui étaient massés devant la Kreishauptmannschaft (Préfecture).

Au théâtre, le député à la Diète Lange avait exposé la misère de plus en plus agissante.

Depuis quinze mois, a-t-il dit, la guerre dure. La plupart des familles sont en deuil, quoique le théâtre de la guerre ne soit pas sur le sol allemand. Toute l'Allemagne souffre cruellement ; 70 millions d'âmes sont peut-être ainsi coupés du reste du monde. Notre ami Auguste Bebel a prédit, en 1910, ce qui se passerait si la guerre éclatait. La plupart des fabriques chôment, et à part la fabrication du matériel de guerre, on n'impressionne plus rien. Tout est arrêté.

Pour économiser les pommes de terre, on a abattu 7 millions de porcs sur le conseil des savants, la viande de porc n'est plus de valeur. On a abattu 7 millions de vaches, le bétail coûte le quadruple d'autrefois, le bled 300 % de plus, le maïs et le vendredi, il ne doit plus être vendu de viande. Cris : « Alors nous mangerons du chien ! »

Le secrétaire ouvrier Mylan a déclaré ensuite :

En attendant que la Commission Empereur, une partie du peuple allemand périt de faim et de froid, et de la faim. Cris : « C'est absolument vrai ! »

Les vivres ont augmenté de 50 à 60 %, des centaines de milliers de locataires, avec la meilleure volonté du monde, n'arrivent pas à payer leurs loyers. Que sera-ce après la guerre ? Les autorités n'ont pas trouvé le vrai moyen de combattre les usurers, parce qu'elles reculent devant. Les médecins ont déjà constaté l'alimentation insuffisante du peuple. Le gouvernement est coupable.

Une autre réunion a été tenue lundi soir à Bruckel, pour protester contre la cherté de la vie. Le public comprenait un grand nombre de femmes. Le député Antrick a vivement critiqué l'attitude du gouvernement et du Conseil fédéral de l'Empire.

Une députation de femmes a été chargée ensuite d'attirer l'attention du ministre d'Etat et de la municipalité de Brunswick sur la gravité de la situation.

Les Autrichiens ont évacué Mori et Rovereto. Ils demandent des renforts à l'Allemagne. Rome, 25 Novembre. Il se confirme que les Autrichiens ont évacué Mori et Rovereto.

Le Conseil de guerre autrichien a décidé de demander à l'Allemagne des renforts pour raffermir le front de l'Isontzo.

Un décret du roi établit une série de mesures financières. Rome, 25 Novembre. Le roi a signé un décret établissant, pour la durée de la guerre, une série de mesures financières dans le but de préserver nos finances extraordinaires du Trésor notamment :

1° Une contribution supplémentaire de un centime sur tous les revenus frappés d'impôts directs.

2° Un impôt sur les profits de la guerre.

3° Des modifications à la loi sur le timbre.

4° Une modification à la loi sur la taxe concernant la fabrication des briquets.

5° Une modification aux tarifs sur les sels et une modification au tarif postal intérieur.

M. Albert Thomas à Londres. L'unité d'action des Alliés pour la fabrication des munitions. Londres, 25 Novembre. M. Albert Thomas, sous-secrétaire d'Etat à la Guerre, a fait les déclarations suivantes à un représentant du Times :

J'ai le plaisir de pouvoir affirmer qu'il n'est plus question de promettre à réaliser. Le temps est passé où il s'agissait de grands résultats à obtenir. Aujourd'hui, l'Angleterre et la France ressemblent à deux vastes entrepôts de munitions.

Le traité le plus saillant de notre récente politique est la coopération de nos entités des représentants des gouvernements russe et italien, que M. Lloyd George et moi avons demandé, lors de ma dernière visite à Londres, au cours de la conférence qui vient de se terminer, nous avons été unanimes à décider la création d'une Commission qui sera chargée de diriger la production des munitions des Alliés. Un bureau central a déjà été créé, des règles précises ont été fixées pour l'exécution des commandes passées par un Allemand, et ainsi, l'Entente est rendue plus complète. Cette coopération marque seulement un commencement de ce qui sera une coopération plus étroite sur sa place dans l'histoire, car elle constitue un facteur nouveau pour arriver à la victoire inévitable.

M. Albert Thomas est reparti pour Paris ce matin.

L'application de la Loi Dalbiez. Une motion de la Commission de l'Armée. Paris, 25 Novembre. La Commission de l'Armée a approuvé le rapport de M. Dalbiez sur l'encadrement des troupes coloniales et le rapport de M. Driant sur le projet autorisant le ministre de la Guerre à incorporer la classe 1916 dans l'Armée demandée par M. Treigny.

Formellement résolue à assurer le recrutement de la marine, elle a donné sa sanction à l'action du procureur, désignant publiquement le capitaine Boyed, l'attaché naval allemand, comme trésorier d'un considérable fonds secret établi en vue de favoriser des conspirations allemandes.

La situation économique s'aggrave en Allemagne. Le peuple proteste contre la cherté de la vie. — Il menace de se révolter. On a chanté la « Marseillaise » à Leipzig. Paris, 25 Novembre. La société Social Démocratique de Leipzig avait organisé une réunion au Théâtre Central. La réunion était annoncée pour deux heures et demie. A une heure, la salle, surchargée de spectateurs, se porta vers l'archivolte. De partout, la foule et surtout les femmes, affluèrent pour y assister et ne trouvaient plus de places. La police fit évacuer les abords du théâtre, retirant une partie du public par la Rosestrasse, une autre partie par le Promenadenring.

Stettin, le soir de la marche Socialiste se fit entendre et la foule se porta vers l'Hôtel de Ville. La Marseillaise alterna avec l'Hymne Socialiste, accompagnée des cris de : Vive la Paix ! poussés par les manifestants qui étaient massés devant la Kreishauptmannschaft (Préfecture).

Au théâtre, le député à la Diète Lange avait exposé la misère de plus en plus agissante.

Depuis quinze mois, a-t-il dit, la guerre dure. La plupart des familles sont en deuil, quoique le théâtre de la guerre ne soit pas sur le sol allemand. Toute l'Allemagne souffre cruellement ; 70 millions d'âmes sont peut-être ainsi coupés du reste du monde. Notre ami Auguste Bebel a prédit, en 1910, ce qui se passerait si la guerre éclatait. La plupart des fabriques chôment, et à part la fabrication du matériel de guerre, on n'impressionne plus rien. Tout est arrêté.

Pour économiser les pommes de terre, on a abattu 7 millions de porcs sur le conseil des savants, la viande de porc n'est plus de valeur. On a abattu 7 millions de vaches, le bétail coûte le quadruple d'autrefois, le bled 300 % de plus, le maïs et le vendredi, il ne doit plus être vendu de viande. Cris : « Alors nous mangerons du chien ! »

Le secrétaire ouvrier Mylan a déclaré ensuite :

En attendant que la Commission Empereur, une partie du peuple allemand périt de faim et de froid, et de la faim. Cris : « C'est absolument vrai ! »

Les vivres ont augmenté de 50 à 60 %, des centaines de milliers de locataires, avec la meilleure volonté du monde, n'arrivent pas à payer leurs loyers. Que sera-ce après la guerre ? Les autorités n'ont pas trouvé le vrai moyen de combattre les usurers, parce qu'elles reculent devant. Les médecins ont déjà constaté l'alimentation insuffisante du peuple. Le gouvernement est coupable.

Une autre réunion a été tenue lundi soir à Bruckel, pour protester contre la cherté de la vie. Le public comprenait un grand nombre de femmes. Le député Antrick a vivement critiqué l'attitude du gouvernement et du Conseil fédéral de l'Empire.

Une députation de femmes a été chargée ensuite d'attirer l'attention du ministre d'Etat et de la municipalité de Brunswick sur la gravité de la situation.

Les Autrichiens ont évacué Mori et Rovereto. Ils demandent des renforts à l'Allemagne. Rome, 25 Novembre. Il se confirme que les Autrichiens ont évacué Mori et Rovereto.

Le Conseil de guerre autrichien a décidé de demander à l'Allemagne des renforts pour raffermir le front de l'Isontzo.

Un décret du roi établit une série de mesures financières. Rome, 25 Novembre. Le roi a signé un décret établissant, pour la durée de la guerre, une série de mesures financières dans le but de préserver nos finances extraordinaires du Trésor notamment :

1° Une contribution supplémentaire de un centime sur tous les revenus frappés d'impôts directs.

2° Un impôt sur les profits de la guerre.

3° Des modifications à la loi sur le timbre.

4° Une modification à la loi sur la taxe concernant la fabrication des briquets.

5° Une modification aux tarifs sur les sels et une modification au tarif postal intérieur.

M. Albert Thomas à Londres. L'unité d'action des Alliés pour la fabrication des munitions. Londres, 25 Novembre. M. Albert Thomas, sous-secrétaire d'Etat à la Guerre, a fait les déclarations suivantes à un représentant du Times :

J'ai le plaisir de pouvoir affirmer qu'il n'est plus question de promettre à réaliser. Le temps est passé où il s'agissait de grands résultats à obtenir. Aujourd'hui, l'Angleterre et la France ressemblent à deux vastes entrepôts de munitions.

Le traité le plus saillant de notre récente politique est la coopération de nos entités des représentants des gouvernements russe et italien, que M. Lloyd George et moi avons demandé, lors de ma dernière visite à Londres, au cours de la conférence qui vient de se terminer, nous avons été unanimes à décider la création d'une Commission qui sera chargée de diriger la production des munitions des Alliés. Un bureau central a déjà été créé, des règles précises ont été fixées pour l'exécution des commandes passées par un Allemand, et ainsi, l'Entente est rendue plus complète. Cette coopération marque seulement un commencement de ce qui sera une coopération plus étroite sur sa place dans l'histoire, car elle constitue un facteur nouveau pour arriver à la victoire inévitable.

M. Albert Thomas est reparti pour Paris ce matin.

L'application de la Loi Dalbiez. Une motion de la Commission de l'Armée. Paris, 25 Novembre. La Commission de l'Armée a approuvé le rapport de M. Dalbiez sur l'encadrement des troupes coloniales et le rapport de M. Driant sur le projet autorisant le ministre de la Guerre à incorporer la classe 1916 dans l'Armée demandée par M. Treigny.

Formellement résolue à assurer le recrutement de la marine, elle a donné sa sanction à l'action du procureur, désignant publiquement le capitaine Boyed, l'attaché naval allemand, comme trésorier d'un considérable fonds secret établi en vue de favoriser des conspirations allemandes.

La situation économique s'aggrave en Allemagne. Le peuple proteste contre la cherté de la vie. — Il menace de se révolter. On a chanté la « Marseillaise » à Leipzig. Paris, 25 Novembre. La société Social Démocratique de Leipzig avait organisé une réunion au Théâtre Central. La réunion était annoncée pour deux heures et demie. A une heure, la salle, surchargée de spectateurs, se porta vers l'archivolte. De partout, la foule et surtout les femmes, affluèrent pour y assister et ne trouvaient plus de places. La police fit évacuer les abords du théâtre, retirant une partie du public par la Rosestrasse, une autre partie par le Promenadenring.

Stettin, le soir de la marche Socialiste se fit entendre et la foule se porta vers l'Hôtel de Ville. La Marseillaise alterna avec l'Hymne Socialiste, accompagnée des cris de : Vive la Paix ! poussés par les manifestants qui étaient massés devant la Kreishauptmannschaft (Préfecture).

La séance est levée à 7 h. 30 et renvoyée à demain.

La Journée Parlementaire. CHAMBRE DES DÉPUTÉS. Paris, 25 Novembre. La séance est ouverte à 3 heures 15 par M. Deschamps, président.

LE PRIX DU SUCRE. M. Théod. Brézin constate avec amertume que le sucre, aliment de première nécessité, a cessé de voir son prix s'élever depuis la déclaration de guerre. Il a obtenu de la Commission de l'Armée, par l'intermédiaire de M. Deschamps, président, un rapport sur la situation.

M. Brézin explique que le relèvement anormal des prix est occasionné, en grande partie, par l'augmentation du prix de traitement de la matière première, mais, dit l'orateur, l'augmentation du prix d'achat de la matière première ne justifie pas l'écart qui existe entre les prix de 1915 et ceux pratiqués en 1913 et 1914. Il y a spéculation, c'est certain, et il faut les intermédiaires, mais il y a aussi, dit-il, des spéculateurs, et tout le monde entend prélever sa dime.

M. Clémentel, ministre du Commerce, explique qu'il a procédé à la révision de la Commission de l'Armée en 1914-15 pour éviter une hausse exorbitante, et celles qu'il veut prendre pour parer dans la campagne 1915-1916 à l'augmentation du prix du sucre.

En août 1914, dit le ministre, nous avions un stock suffisant et la récolte s'annonçait comme très abondante. Mais, à la suite de la fabrication en réduisant la main-d'œuvre et la culture et mécanique. L'occupation de nos départements sucriers produisant 60 % de notre production nationale a entraîné une diminution de 33 % de la culture de la betterave sucrière, qui fut alors déficitaire d'autant.

Le ministre indique encore que de plus grands besoins nous ont été créés par suite de la guerre. L'augmentation des assurances, du fret, les surestaries et le change qui s'éleva furent de nouvelles causes de l'augmentation du sucre. Une spéculation venue de l'étranger est le fait d'une entente certains des producteurs de sucre. Elle a eu sa répercussion sur le marché intérieur.

Que fit le gouvernement pour l'approvisionnement ? Il s'occupa de l'arrachage, obtint des crédits pour l'arrachage et 2.638.000 tonnes de betteraves furent arrachées et traitées presque sous le feu de l'ennemi. Le ministre de l'Agriculture s'efforça de maintenir la culture de la betterave à 33 % de la tonne et une partie du bénéfice fut attribuée aux cultivateurs sur l'élevation du degré alcool obtenu par le traitement des betteraves.

Le gouvernement, dit M. Clémentel, avait proposé des stocks à 47 francs la tonne. Cette mesure n'a pas été prise. Il faut y substituer une autre méthode pour la campagne qui s'engage. Tout d'abord, on ne passera pas condamnation sur l'ouïl des contrats conclus par l'étranger pour constituer le stock nécessaire à la consommation nationale. Ce n'est pas chose facile, mais, grâce à l'effort de la loi, on le peut.

France et pays étrangers qui, avec le stock de 130.000 tonnes que nous possédons, couvriront nos besoins. La crainte de la hausse, dit le ministre, a entraîné la hausse du sucre. La taxation pour le sucre devra porter sur la betterave, le sucre brut et le raffiné. Si la taxe n'est pas établie en tenant compte de ces éléments, elle ne peut être prise.

M. Brézin dit que l'on aurait pu avoir, en octobre, du sucre rendu en France à 54 francs. Pourquoi n'allons-nous pas chercher à Cuba le sucre dont nous avons besoin ?

On trouverait dans ce pays des économies à réaliser.

Le renouvellement de la Commission du Budget. L'incident étant clos, M. Albert Favre défend sa proposition de résolution tendant à renouveler la Commission du Budget. La Commission du Règlement, par lettre d'accord M. Viollette, Pierre-Edouard Flandin et M. Favre, ont demandé que M. Favre discute les termes, et démontre qu'en termes ordinaires la Commission du Budget s'occupe d'un budget établi sur une base fixe, et que les modifications de la Commission ont eu à s'occuper du budget 1915, ils ne doivent pas être chargés de discuter celui de 1916. Ils doivent demander aux groupes la question et le renouvellement de leurs pouvoirs.

M. Marc Reville, au contraire, demande à la Chambre de proroger jusqu'à la fin des hostilités les pouvoirs de la Commission du Budget.

M. Honnorat, au nom de la Commission d'administration générale, demande à la Chambre de rejeter la proposition de M. Marc Reville. Jamais la permanence de la Commission du Budget ne s'est imposée comme à notre époque. C'est elle qui a eu à étudier les besoins de la nation pour la guerre. Il n'est pas possible, du jour au lendemain, de lui enlever des pouvoirs pour les confier à d'autres députés qui ne sont pas au courant de la question et ne peuvent nier l'importance.

La discussion devient alors générale et quelque peu embrouillée. Parisiens de la Commission pour la durée de la législature s'interpellent, sans arriver à s'entendre.

A la suite d'un scrutin public, la proposition de M. Favre, qui comporte le renouvellement de la Commission du Budget, par 336 voix contre 111, sur 507 votants, n'est pas renvoyée à la Commission.

Le second scrutin public a lieu. Il vise la mise au vote du projet de loi relatif à la Commission du Budget. M. Favre, qui stipule qu'une Commission du Budget sera élue en vertu de l'article 12 de l'article 12 du règlement. Le projet est repoussé par 183 voix contre 214, sur 497 votants.

Une proposition Antrick-Renaud est renvoyée à la Commission. Celle de M. Viollette demandant l'augmentation du nombre des membres de la Commission du Budget, soumise à un scrutin public, est renvoyée par 355 voix contre 174.

Le projet relatif à la transformation des troupes auxiliaires en troupes régulières, adopté à l'unanimité.

Les successions des militaires tués à l'ennemi. M. Grodet, au nom de la Commission du Budget, défend la proposition de loi de M. Berthelot, ayant pour objet de dispenser du timbre et de l'enregistrement les pièces produites pour obtenir remise des objets ou pensions provenant de la succession de militaires ou marins tués à l'ennemi ou morts des suites de leurs blessures.

M. Caillaux demande le renvoi de la proposition de loi de M. Berthelot. Il faut exonérer des frais les petites successions, mais celles-là seules ; autrement l'ensemble des contribuables aurait à payer ce que les riches n'auraient pas payé, dit-il.

M. Bergeon répond que les frais dont son projet demande l'exonération sont si minimes (ils ne dépassent guère 10 francs), que son application générale peut être décidée sans crainte pour le Trésor.

Le vote à l'ouïl sur scrutin public. Par 276 voix contre 217, le renvoi est repoussé.

La séance est levée à 7 h. 30 et renvoyée à demain.

SENAT. Paris, 25 Novembre. La séance est ouverte à 4 h. 25, sous la présidence de M. Antonin Dubouché, MM. V. V. Léon Bourgeois, Ribot, Mélin et Nall sont au banc des ministres.

Après l'adoption du procès-verbal de la précédente séance, M. Antonin Dubouché prononce l'éloge funèbre de M. Cocula, sénateur du Lot.

M. Mélin, ministre du Travail, dépose un projet de loi affectant les rentes 5 % nouvelles aux mêmes placements que les rentes 3 % anciennes, en ce qui concerne les fonds des entreprises d'assurances de toutes natures, de capitalisation et d'épargne.

Après lecture du rapport du rapporteur général de la Commission des Finances, le projet de loi est adopté.

Sur le projet de loi déposé

